



Atelier PCT-ATAF sur les SRMT :

Stratégies de recettes à moyen terme  
en vue de soutenir la reprise et le  
développement en Afrique

## ORDRE DU JOUR & NOTE CONCEPTUELLE

18-19 mai, 2021

14h00-16h30 Heure d'Afrique du Sud

# NOTE CONCEPTUELLE

## Contexte

**Une stratégie de recettes à moyen terme (SRMT) est un plan pluriannuel et complet de réforme du système fiscal qui est détenu et bien appuyé par les fournisseurs de renforcement des capacités et d'autres parties prenantes à l'échelle nationale.** L'approche a été élaborée en 2016 par la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales (PCT), un partenariat entre le FMI, l'OCDE, l'ONU et la Banque mondiale. Elle est actuellement à divers stades de développement et de mise en œuvre dans 23 pays.<sup>1</sup>

**Une réforme globale du système fiscal à moyen terme est au cœur de la politique macroéconomique et des programmes fiscaux de nombreux pays à faible revenu et économies de marché émergentes.** De telles réformes exigent souvent des plans pluriannuels et impliquent un grand nombre d'organismes gouvernementaux et de parties prenantes hors des ministères des finances et des administrations fiscales. Les pays cherchent des réformes afin de mieux équilibrer leurs systèmes fiscaux atteindre des objectifs complexes et parfois contradictoires. Ces objectifs sont notamment d'augmenter les recettes adéquates, de soutenir le développement du secteur privé et la croissance économique à travers une plus grande efficacité, une plus grande simplicité et une plus grande certitude, ainsi que de promouvoir l'équité, la durabilité (y compris par la croissance verte) et l'équité apparente des systèmes fiscaux. Malgré certains progrès, environ la moitié des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur perçoivent moins de 15 pour cent du PIB en impôts, ce qui est généralement considéré comme un point de basculement pour la prestation de services publics à tous les citoyens et pour mettre l'économie sur la voie d'une croissance plus élevée.

**Le moment est particulièrement opportun pour que les pays envisagent de recourir aux SRMT alors qu'ils mettent en œuvre le Programme de développement durable tout en s'attaquant à la crise de COVID-19.** Cette dernière ajoute de l'urgence à la nécessité d'une réforme fiscale élargie, afin de relever les défis urgents et de saisir les opportunités d'améliorer les systèmes fiscaux. La crise est en train de changer le rôle de la fiscalité dans les politiques publiques, car des mesures fiscales sont prises pour venir en aide aux ménages et aux entreprises vulnérables dans la réponse immédiate à la crise et assurer un partage égal des charges. La fiscalité jouera également un rôle clé au fur et à mesure que les pays se rétabliront de la crise. La crise offre également des opportunités de changements structurels et de « mieux construire », notamment en « écologisant » les systèmes fiscaux et en abordant les questions durables d'équité horizontale, verticale et entre les sexes.

## Objectifs

La PCT et le Forum sur l'Administration Fiscale Africaine (ATAF) organisent conjointement un atelier de deux jours sur les SRMT à l'intention des pays africains. L'atelier vise à mieux faire comprendre aux pays le rôle que les SRMT peuvent jouer dans la réforme de leurs systèmes fiscaux afin d'atteindre leurs objectifs de revenus et d'autres objectifs politiques. Il est conçu pour bénéficier à tous les pays, y compris ceux qui ont déjà commencé le processus de SRMT et ceux qui sont intéressés à en apprendre davantage. Lors de l'atelier, les participants apprendront comment les SRMT peuvent les aider à remodeler leurs systèmes fiscaux et à échanger des idées avec d'autres participants sur les expériences dans d'autres pays. L'atelier servira également de plateforme pour les fournisseurs de renforcement des capacités afin de discuter et de clarifier leurs formes de soutien et de coordination dans les pays qui mettent en œuvre les SRMT.

## Logistique

- L'Atelier PCF-ATAF sur les SRMT se tiendra les **18 et 19 mai 2021 de 14h00 à 16h30, heure de Pretoria sur Zoom.**

<sup>1</sup> L'Annexe 2020 du Rapport d'Étape de la PCT sur les progrès des SRMT se trouve à l'adresse suivante : <https://www.tax-platform.org/sites/pct/files/publications/Platform-for-Collaboration-on-Tax-PCT-Progress-Report-2020.pdf>. Vous trouverez d'autres documents sur les SRMT à l'adresse suivante : <https://www.tax-platform.org/publications/mtrs>

- L'atelier se déroulera en anglais. L'interprétariat simultané en français et en portugais sera disponible.

### **Format de l'atelier**

L'atelier s'articulera autour des quatre composantes interdépendantes des SRMT. La première session sera axée sur l'approche globale des SRMT et sur l'établissement d'objectifs, en particulier dans le contexte de la crise économique que pose la COVID-19 et des besoins de dépenses pour répondre aux ODD (composante une). La deuxième session abordera les trois autres composantes des SRMT : la perspective d'une réforme fiscale globale, la garantie d'un soutien politique soutenu et la fourniture d'un soutien coordonné pour le renforcement des capacités.

Le programme de l'atelier verra la participation de hauts fonctionnaires des pays (ministres et/ou dirigeants d'administrations fiscales) comme principaux panélistes, et des partenaires de la PCF et des représentants de l'ATAF comme modérateurs et conférenciers experts.

Des tables rondes se dérouleront selon le style de Davos : Le modérateur posera une série de questions aux panélistes et chaque panéliste aura 5 minutes pour répondre. Après la première série de questions, la parole sera donnée au public pour rendre le panel aussi participatif que possible. Toutes les tables rondes suivront ce format.

### **Public Cible**

Cet atelier s'adresse aux hauts fonctionnaires des Ministères africains des Finances (Ministres, Vice-Ministres des Finances, Secrétaires Permanents/Directeurs Généraux), des administrations fiscales et douanières (Commissaire Général / Commissaire Général Adjoint), ainsi qu'à d'autres hauts fonctionnaires qui interviennent dans les SRMT ainsi que la conception et la mise en œuvre de la réforme fiscale. L'atelier est ouvert à tous les pays africains.

Les représentants de haut niveau des partenaires de la PCT (FMI, OCDE, ONU et Banque mondiale), les dirigeants de l'ATAF, les partenaires au développement et les autres parties prenantes seront invités à prendre part aux tables rondes.

### **Résultats Attendus**

- Accroître la compréhension des pays concernant le rôle que les SRMT peuvent jouer dans la réforme de leurs systèmes fiscaux afin d'atteindre les objectifs de recettes et d'autres politiques ;
- Améliorer l'échange de renseignements et d'expériences entre les pays africains sur l'adoption, la formulation et la mise en œuvre des SRMT, et sa comparaison avec d'autres approches de la réforme fiscale ;
- Favoriser une compréhension entre les partenaires au renforcement des capacités (bailleurs de fonds bilatéraux, organisations fiscales régionales et partenaires de la PCT) de leur rôle et de la manière de rendre leurs activités plus efficaces dans les pays SRMT.

# ORDRE DU JOUR

## JOURNEE 1 – mardi 18 mai 2021

**Maîtresse de cérémonie (MC) :** Mme Ceren OZER, Gestionnaire du programme, Secrétariat de la PCT

14h00 - 14h10

**Mot de bienvenue :** [Vidéo](#)

**M. Vitor GASPAR**, Directeur, Département des affaires fiscales (FAD), Fonds monétaire international (FMI)

**M. Logan WORT**, Secrétaire exécutif, Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF)

14h10 - 14h30

**Introduction et préparation du terrain**

[Vidéo](#) – [Présentation](#)

*Les partenaires de la PCT feront une présentation générale sur les quatre composantes interdépendantes de l'approche des SRMT et présenteront les thèmes qui seront abordés le 1er jour de l'atelier.*

**Présidente :**

**Mme Chiara BRONCHI**, Responsable des pratiques, Unité de la politique fiscale et de la croissance durable (UPFCD), macroéconomie, pratique mondiale du commerce et de l'investissement (MTI GP), Banque mondiale

**Présentateur :**

**M. Ruud DE MOOIJ**, Conseiller, Département des affaires fiscales (FAD), Fonds monétaire international

Questions-réponses avec le public

14h30 - 15h05

**Panel 1 : Comment équilibrer les priorités à court et à moyen terme pendant et après la COVID-19 ?**

*Ce panel discutera de la façon dont les systèmes fiscaux et la performance des recettes des pays ont progressé au cours de la COVID-19 et de la façon dont ils prévoient façonner les politiques au cours de la phase de reprise post-pandémie.*

**Président :**

**M. Ben DICKINSON**, *Chef de la division des relations mondiales et du développement, Centre de politique et d'administration fiscales, OCDE*

**Intervenants :**

**M. Denis MUKAMA**, *Commissaire adjoint au département de la recherche et de la planification, Office rwandais des recettes, Rwanda*

**M. Johnstone MAKHUBU**, *Directeur des recettes, Service des recettes sud-africain*

**Prof. Riël FRANZSEN**, *Directeur de l'Institut africain des impôts et Président de la recherche sud-africaine en politique et gouvernance fiscales, Université de Pretoria, Afrique du Sud*

Questions-réponses avec le public

**PAUSE (10 min)**

**Panel 2 : Comment la réforme du système fiscal peut-elle soutenir le développement à moyen terme ?**

*Cette session portera sur le rôle possible des SRMT pour atteindre les ODD (ou d'autres objectifs stratégiques nationaux) à la suite de la COVID-19.*

**Présidente :**

**Mme Mary BAINE**, *Directrice, Programmes fiscaux, Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF)*

**Intervenants :**

**M. Jean KONE**, *Coordinateur de la cellule d'exécution en matière de SRMT, Ministère des Finances et du Budget, Sénégal*

**M. Oliver SCHWANK**, *Cadre supérieur chargé des affaires économiques au Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies*

**Dr. Rose NGUGI**, *Directrice exécutive de l'Institut kényan de recherche et d'analyse des politiques publiques (KIPPRA)*

Questions-réponses avec le public

**Panel 3 : Quand une stratégie des recettes est-elle une SRMT ?**

*Cette session examinera comment l'approche des SRMT se compare aux autres stratégies adoptées par les pays. Les panélistes discuteront de l'approche du point de vue de leur institution et partageront les expériences des pays qui mettent en œuvre des SRMT. Le panel discutera de la valeur de l'adoption d'une SRMT pour les pays, et de ce qui est nécessaire pour qu'elle soit efficace.*

15h05 - 15h15

15h15 - 15h50

15h50 - 16h25

**Président :**

**M. Sanjeev GUPTA**, *Chercheur principal en politique, Centre pour le développement mondial (CDM)*

**Intervenants :**

**M. Ben DICKINSON**, *Chef de la division des relations mondiales et du développement, Centre de politique et d'administration fiscales, OCDE*

**M. Juan TORO**, *Directeur adjoint, Département des affaires fiscales (FAD), Fonds monétaire international.*

**M. Moses Misach KAJUBI**, *Spécialiste principal du secteur public, l'Unité de la politique fiscale et de la croissance durable (FPSGU), Macroéconomie, Pratique mondiale du commerce et de l'investissement (MTI GP), Groupe de la Banque mondiale*

Questions-réponses avec le public

16h25 - 16h30

**Observations finales et points importants à retenir - M. Logan WORT**, *Secrétaire exécutif, Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF)*

## JOURNEE 2 – mercredi 19 mai 2021

14h00 - 14h30  
(Heure d’Afrique du Sud)

### Introduction et préparation du terrain

#### Vidéo – Présentation

*Les partenaires de la PCT feront une présentation générale sur les mises à jour, les défis et les opportunités propres à chaque région.*

#### Président :

**M. Daniel ALVAREZ**, *Spécialiste principal en gestion du secteur public, FPSGU, MTI GP, Banque mondiale*

#### Présentatrice :

**Mme Katherine BAER**, *Directrice adjointe, Département des affaires fiscales (FAD), Fonds monétaire international.*

Questions-réponses avec le public

14h30 - 15h05

### Panel 4 : Priorités de réforme du système fiscal à moyen terme

*Ce panel identifiera les priorités régionales et nationales pour la réforme du système fiscal à moyen terme (politique fiscale, administration, cadre juridique) afin d’atteindre les objectifs de développement stratégique.*

#### Présidente :

**Mme Victoria J. PERRY**, *Directrice adjointe, Département des affaires fiscales (FAD), Fonds monétaire international*

#### Intervenants :

**M. Hermann Orou TAKOU**, *Directeur du cabinet, Ministère de l’Economie et des Finances, Bénin*

**Dr Sebastian JAMES**, *Économiste principal, Unité de la politique fiscale et de la croissance durable (UPFCD), Macroéconomie, Pratique mondiale du commerce et de l’investissement (MTI GP), Banque mondiale*

**M. Thomas Doe NAH**, *Commissaire Général / PDG, Administration fiscale, Libéria*

Questions-réponses avec le public

15h05 - 15h15

**PAUSE (10 min)**

15h15 - 15h50

**Panel 5 : Développer des efforts dirigés par le gouvernement pour réformer le régime fiscal à travers un engagement politique soutenu et à un soutien pangouvernemental**

*Les panélistes discuteront de la façon de gérer et de diriger une SRMT convaincante qui obtient un large consensus fondé sur une approche pangouvernementale. Le panel examinera les questions liées à l'établissement d'un soutien politique stable et soutenu et à l'obtention d'une stratégie de mise en œuvre bien conçue et séquencée.*

**Président :**

**M. Navid HANIF**, *Directeur, Bureau du financement du développement durable, Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies*

**Intervenants :**

**M. Corti Paul LAKUMA**, *Chargé de recherche, Centre de recherche sur les politiques économiques (EPRC), Ouganda.*

**M. Modeste Mopa FATOING**, *Directeur Général des impôts, Direction Générale des Impôts, Ministère des Finances, Cameroun.*

**M. Ramy MOHAMED**, *Conseiller en matière de politique fiscale, Ministère des Finances, Egypte*

Questions-réponses avec le public

15h50 - 16h25

**Panel 6 : Obtenir et harmoniser le soutien externe à la réforme du régime fiscal menée par le gouvernement**

*Ce panel parlera de la manière dont les pays peuvent coordonner le soutien externe pour une mise en œuvre cohérente et ordonnée de la réforme du système fiscal.*

**Présidente :**

**Mme Ashima NEB**, *Experte en mobilisation des ressources intérieures, Secrétariat de la PCT & Banque mondiale*

**Intervenants :**

**M. Berlin MSISKA**, *Conseiller en administration des recettes, Centre régional d'assistance technique d'Afrique de l'Est (EAST AFRITAC), FMI*

**Mme Laura WILSON**, *Responsable des questions fiscales, Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (BECD), Royaume-Uni*

**M. Moses KAGGWA**, *Directeur des affaires économiques, Ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique, Ouganda.*

Questions-réponses avec le public

16h25 - 16h30

**Observations finales et points importants à retenir - M. Ruud DE MOOIJ**, *Conseiller, Département des affaires fiscales (FAD), Fonds monétaire international*

# BIOGRAPHIES (par ordre alphabétique)

**Mme Ashima Neb**, Experte en Mobilisation des ressources intérieures,  
Secrétariat PCT



**Mme Ashima Neb**, de nationalité indienne, est spécialiste de la mobilisation des ressources intérieures au sein de la Plateforme de collaboration en matière fiscale (PCT). Avant de rejoindre la PCT, elle a travaillé pendant plus de 20 ans au sein de l'Indian Revenue Service, où elle a occupé divers postes dans les domaines de l'administration fiscale et de la politique fiscale. Elle a été la négociatrice résidente de l'Inde au Projet « Cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (IF BEPS) » de 2014 à 2017.

**M. Ben Dickinson**, Chef de la Division des relations internationales et du développement au Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE



**M. Ben Dickinson** est le Chef de la Division des relations internationales et du développement au Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE. À ce titre, il est chargé de veiller à ce que les pays en développement participent aux travaux d'élaboration de normes fiscales de l'OCDE et bénéficient de soutien pour en assurer la mise en œuvre. M. Dickinson supervise l'initiative « Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF) » et le Programme multilatéral de relations internationales, qui fournit un soutien en matière de capacités par le biais de six centres fiscaux multilatéraux situés en Autriche, à Budapest, en Chine, en Corée, au Mexique et en Turquie. Il assure également la gestion du projet de renforcement des capacités en matière d'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), qui vise à soutenir la mise en œuvre des dernières normes fiscales internationales dans les pays en développement. Travaillant en collaboration avec le FMI, l'ONU et la Banque mondiale, M. Dickinson représente l'OCDE au sein de la Plateforme de collaboration en matière fiscale (PCT). M. Dickinson a rejoint l'OCDE en 2005 en tant que Chef de l'Unité « Gouvernance et États fragiles » de la Direction générale du développement, responsable des travaux du Comité d'aide au développement sur les questions de gouvernance économique, de conflit et de sécurité. Il a ensuite mis en place les travaux horizontaux de l'OCDE sur la fiscalité, le développement et les flux financiers illicites. Avant de rejoindre l'OCDE, M. Dickinson a travaillé pour le gouvernement britannique en tant que spécialiste principal de la gouvernance au Kenya, au Pakistan, en Indonésie, en Russie et en Ukraine. Il est titulaire d'une maîtrise en économie du développement de l'Université de Manchester.

**M. Berlin Msiska**, Conseiller en administration des recettes, Centre régional d'assistance technique d'Afrique de l'Est (East Africa Regional Technical Assistance Center (EAST AFRITAC), Fonds monétaire international



**M. Berlin Msiska**, de nationalité zambienne, a rejoint le Centre en juin 2017 en tant que conseiller en administration des recettes. Il a auparavant travaillé pour le FMI en cette même qualité en Afrique de l'Ouest, basé au Ghana ; et a ensuite rejoint South AFRITAC à Maurice. Berlin est un ancien commissaire général de la Zambia Revenue Authority (Administration fiscale zambienne), où il a également occupé le poste de commissaire des impôts directs. Il a été secrétaire permanent au ministère zambien des finances et de la planification nationale. Il a également une grande expérience du secteur bancaire à un niveau de la haute direction. À ses heures perdues, Berlin aime jouer au golf et aux échecs.

**Mme Ceren Ozer**, Gestionnaire du programme, Secrétariat de la PCT



Mme Ceren Ozer est économiste principale au sein de l'unité de politique fiscale et de croissance durable de la Banque mondiale, où elle se focalise sur le soutien à la collaboration multilatérale sur les questions fiscales, la fiscalité et les ODD. Elle est gestionnaire du programme pour le Programme fiscal mondial et pour le Secrétariat de la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales. Elle a travaillé en vue de l'obtention d'un doctorat en économie politique de la *Johns Hopkins School of Advanced International Studies* [École supérieure d'études internationales de Johns Hopkins] (SAIS) (directeur de thèse Francis Fukuyama) ; d'une maîtrise en relations internationales, gestion des conflits et économie internationale de la SAIS, et d'une licence en économie de l'université de Bogazici.

**Mme Chiara Bronchi**, Practice Manager, Unité de politique fiscale et de croissance durable au sein du pôle Macroéconomie, Commerce et Investissement, Groupe de la Banque mondiale



**Mme Chiara Bronchi** est la Practice Manager de l'Unité de politique fiscale et de croissance durable au sein du pôle Macroéconomie, Commerce et Investissement, Groupe de la Banque mondiale. Elle dirige une équipe d'économistes macro-fiscaux et d'experts fiscaux qui travaillent sur trois domaines différents en matière de politique fiscale ainsi que sur la macroéconomie du changement climatique, en mettant l'accent sur les politiques fiscales pour les actions climatiques. Chiara totalise plus de 25 ans d'expérience dans la gestion de programmes multipartites et multidisciplinaires, acquise dans diverses organisations internationales, notamment la BAD, le

FMI, l'OCDE et l'ONU. Elle a commencé sa carrière professionnelle en tant que conseillère économique auprès du gouvernement britannique ; elle a rejoint l'OCDE en 1998 en tant que jeune professionnelle, puis le FMI en 2003 pour poursuivre sa carrière en tant qu'économiste. Elle a été chef du bureau des affaires fiscales du Kosovo, sous le protectorat des Nations unies, avant de rejoindre la Banque mondiale en 2008, où elle a dirigé des opérations et des travaux analytiques. Elle a récemment passé deux ans en mission externe en tant que responsable thématique en chef de la BAD, où elle a défini la vision et les objectifs du groupe thématique de la BAD et de la stratégie 2030 de la BAD. Chiara est titulaire d'un Ph.D. de l'Université de Bologne et d'un M.Sc. en économie de l'University College of London.

### **M. Corti Paul Lakuma**, chargé de recherche, Centre de recherche sur les politiques économiques (EPRC), Ouganda.



**M. Corti Paul Lakuma** est chargé de recherche au département de macroéconomie du Centre de recherche sur les politiques économiques. M. Lakuma est un prévisionniste confirmé, un créateur de modèles économiques et un conseiller ayant plus de dix ans d'expérience au service du gouvernement et des organisations internationales. Il a conseillé le ministère des finances ougandais sur la politique macroéconomique et fiscale, des institutions fiscales et l'administration des recettes. Il a travaillé sur la stratégie de mobilisation des ressources intérieures à moyen terme pour l'Ouganda, où il a signé de nombreux documents de diagnostic pour éclairer le processus de réforme. Plus récemment, M. Lakuma a participé à la réalisation de plusieurs enquêtes au niveau des entreprises afin d'établir l'impact socio-économique de COVID-19 sur la productivité des employés, des entreprises et de l'industrie ougandaise. Il est titulaire d'un MSc en économie avec mention honorable de l'Université d'Essex, au Royaume-Uni, et d'un BA en sciences sociales.

**M. Daniel Alvarez**, Spécialiste principal en gestion du secteur public, Unité de politique fiscale et de croissance durable (FPSGU), Macroéconomie, commerce et investissement (MTI GP), Groupe de la Banque mondiale.



M. Daniel Alvarez est spécialiste principal en gestion du secteur public à l'unité Politique fiscale et croissance durable de la Banque mondiale. Il fournit une assistance technique et dirige des opérations de réforme fiscale dans plusieurs pays. M. Alvarez représente la Banque mondiale au sein du groupe d'assistance technique (TAG) de l'Outil d'évaluation diagnostique de l'administration fiscale (TADAT) et du Forum mondial de l'OCDE sur la TVA. Auparavant, M. Alvarez a travaillé à l'Unité de politique fiscale et au Service d'administration fiscale (SAT) du ministère des Finances du Mexique, et en tant que chercheur associé aux Instituts pour le développement international de l'Université de Harvard et de l'Université de Duke. Il est diplômé de l'Institut autonome de technologie du Mexique (Autonomous Institute of Technology of Mexico (ITAM)) et de l'International Tax Program (ITP) de la Harvard Law School.

**M. Denis Mukama**, Commissaire adjoint au département de la recherche et de la planification, Office rwandais des recettes (Rwanda)



**M. Denis Mukama** travaille pour l'Office rwandais des recettes (Rwanda Revenue Authority) et est commissaire adjoint du département de la planification et de la recherche. Cela fait maintenant 14 ans qu'il travaille pour l'administration fiscale, où il a gravi les échelons en tant que responsable des statistiques. Dans le cadre de ses fonctions actuelles, Denis est chargé de superviser le domaine de la recherche de l'institution, les statistiques et de s'assurer qu'elles répondent aux besoins de la gestion, de la conservation et de la révision de la politique fiscale ainsi que de la préparation, du suivi et de la révision de la direction institutionnelle.

Denis est le représentant désigné de l'Office Rwandais des recettes, en collaboration avec ses collègues du Ministère des Finances, responsable du développement de la Stratégie des Recettes à Moyen Terme du Rwanda (MTRS), une stratégie qui permettra d'augmenter les recettes fiscales à moyen terme (3 prochaines années).

Denis est également un fonctionnaire de l'Office rwandais des recettes formé à l'outil TADAT et le coordinateur des activités TADAT visant à remédier aux lacunes constatées lors de la précédente évaluation du pays. La mise en œuvre de ces mesures devrait non seulement rendre le RRA plus efficace en tant qu'administration fiscale, mais aussi améliorer le respect volontaire des obligations fiscales.

## M. Johnstone Makhubu, Directeur des recettes, South African Revenue Service



**M. Johnstone Makhubu** est le Directeur des recettes de la South African Revenue Service (SARS) - Administration fiscale sud-africaine - où il est membre du comité exécutif et chargé de la coordination stratégique de toutes les activités liées à la gestion des recettes. En sa qualité de directeur des recettes, Johnstone est responsable de la planification et de la prévision des recettes fiscales, de la conceptualisation et de la mise en œuvre des initiatives de recouvrement des recettes, de la recherche opérationnelle ainsi que du suivi et de la mise en œuvre des stratégies d'amélioration du respect des obligations fiscales.

M. Johnstone a rejoint la SARS en 2016 ; il a auparavant occupé le poste de responsable des achats de l'administration fiscale ainsi que celui de responsable en chef des finances. Avant de rejoindre la SARS, Johnstone a occupé divers postes de direction dans les secteurs des biens de consommation à évolution rapide (Fast-Moving Consumer Goods (FMCG)), des mines et de l'énergie au sein d'organisations telles que Eskom, Tiger Brands, Unilever et Anglo American.

M. Johnstone est titulaire d'un BSc (ingénierie) de l'université de Kwazulu-Natal, d'un BCom et d'un Master of Business Leadership de l'université d'Afrique du Sud.

## M. Juan Toro, Directeur adjoint, département des affaires fiscales (FAD), Fonds monétaire international.



**M. Juan Toro** est le Directeur adjoint du département des affaires fiscales (FAD) du Fonds monétaire international. Auparavant, il était directeur adjoint au FAD, chargé de gérer l'assistance technique (AT) du FMI en matière d'administration des recettes en Europe, en Asie, au Moyen-Orient et en Asie centrale. Il a dirigé et participé à des missions d'assistance technique du FMI en matière de fiscalité dans plus de 40 pays et a rédigé et contribué à plusieurs documents analytiques en matière fiscale. Avant de rejoindre le FMI en 2007, il a été commissaire de l'administration fiscale chilienne (*Servicio de Impuestos Internos*), où il avait auparavant occupé plusieurs postes de direction. En 2004, il a reçu le Wharton-Infosys Business Transformation Award pour avoir dirigé le *modèle d'administration fiscale électronique* chilien. Son expérience dans le secteur privé comprend des postes de direction et la participation au conseil d'administration d'entreprises chiliennes. Il a obtenu un diplôme

d'ingénieur civil industriel et une maîtrise en économie et gestion à l'université du Chili.

**Mme Katherine Baer, Directrice adjointe, département des affaires fiscales (FAD), Fonds monétaire international.**



**Mme Katherine Baer** est Directrice adjointe au département des affaires fiscales (FAD) du Fonds monétaire international. Elle a travaillé dans le domaine fiscal pendant 34 ans. Elle dirige actuellement la division du DFA qui fournit une assistance technique en matière d'administration fiscale et douanière à plus de 80 pays membres du FMI dans l'hémisphère occidental et en Afrique subsaharienne. Au cours de sa carrière au FMI, elle a contribué à la conception et à la mise en œuvre de réformes fiscales et douanières en Afrique, en Asie, en Asie centrale, en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes, notamment dans des pays en crise. Elle a travaillé à la Banque mondiale où elle a commencé à travailler sur les réformes des finances publiques en Amérique latine, au Trésor américain où elle s'est consacrée aux réformes de la politique fiscale et aux questions de civisme fiscal, et à l'administration fiscale mexicaine où elle a dirigé les études sur les écarts fiscaux et contribué à la conception et à la mise en œuvre d'un programme de réforme douanière. Mme Baer a publié plusieurs ouvrages dans le domaine de l'administration fiscale et est titulaire d'un Ph.D. de l'Université Cornell.

**Mme Laura Wilson, Responsable des questions fiscales, Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (BECD), Royaume-Uni**



**Mme Laura Wilson** dirige l'équipe fiscale du Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement. Auparavant, elle a travaillé au Trésor de sa Majesté (HM Treasury) sur les négociations européennes et les réformes du secteur bancaire après la crise financière de 2008. Avant cela, elle a travaillé au sein de l'unité stratégique du Premier ministre pour Gordon Brown et David Cameron.

## M. Logan Wort, Secrétaire exécutif, Forum sur l'Administration fiscale africaine (ATAF)



**M. Logan Wort** est le secrétaire exécutif du Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF), une organisation intergouvernementale africaine qui dirige la réforme de l'administration fiscale et facilite la coopération entre les administrations fiscales en vue de mobiliser davantage de ressources intérieures et en améliorer l'efficacité et l'efficience. En tant que directeur exécutif, il est chargé de fournir une orientation stratégique et de gérer les activités de l'organisation. En tant que secrétaire exécutif, il est le représentant légal et le comptable en chef de l'ATAF. Sous sa direction, l'ATAF a notamment produit la première étude sur la bonne gouvernance fiscale en Afrique, mené une étude exhaustive sur les priorités en matière de réforme des administrations fiscales africaines, lancé le programme africain de maîtrise en fiscalité (EMT) et dispensé une formation technique à plus de mille fonctionnaires fiscaux africains dans le cadre du programme de renforcement des capacités de l'ATAF. M. Wort est non seulement membre de droit du Conseil de l'ATAF, mais il est également membre du Consortium et du Groupe de haut niveau pour la lutte contre les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, ainsi que du Groupe de travail de l'OCDE sur la fiscalité et le développement. Au nombre de ses autres réalisations importantes figurent la mise en place d'une facilité d'assistance technique et la publication du premier document intitulé *Perspectives fiscales africaines* (PFA).

Avant d'occuper le poste de secrétaire exécutif de l'ATAF, il a été directeur de groupe au South African Revenue Service, directeur général adjoint au Trésor national de l'Afrique du Sud (South African National Treasury), porte-parole du ministère sud-africain des finances et directeur de l'unité de coordination du secteur des finances et des investissements (FISCU) de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Logan Wort est né au Cap, en Afrique du Sud, et est titulaire d'une licence en sciences politiques et en sociologie, ainsi que d'une maîtrise en administration publique de l'université du Cap Occidental (Western Cape).

## Mme Mary Baine, directrice des programmes fiscaux, Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF)



**Mme Mary Baine** est directrice des programmes fiscaux au Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF) Mme Mary Baine est la directrice des programmes fiscaux du Forum africain d'administration fiscale. Son travail consiste à superviser de multiples missions d'assistance technique, notamment la TVA en tant que taxe phare, et des programmes nationaux multiples portant sur les prix de transfert et l'échange d'informations dans le cadre du programme d'assistance technique de l'ATAF. Avant d'occuper ce poste, Mme Baine a été secrétaire permanente du ministère des Affaires étrangères et de la

Coopération de la République du Rwanda, et commissaire générale de l'Office rwandais des recettes, après avoir gravi les échelons des différents services fiscaux pendant 17 ans

**M. Modeste Mopa Fatoing**, Directeur général des impôts, Direction générale des impôts, Ministère des finances, Cameroun.



**M. Modeste Mopa Fatoing** est le Directeur général des impôts, Direction générale des impôts, Ministère des Finances, Cameroun. M. Mopa est un inspecteur principal des impôts. Il est diplômé de l'École nationale d'administration du Cameroun et ancien étudiant de l'École nationale d'administration de France. Ancien conseiller résident en administration fiscale auprès d'AFRITAC Afrique de l'Ouest, il est le directeur général des impôts du Cameroun depuis 2013.

**M. Moses Kaggwa**, directeur des affaires économiques, ministère des finances, de la planification et du développement économique, Ouganda.



**M. Moses Kaggwa** est Directeur des affaires économiques, ministère des finances, de la planification et du développement économique, Ouganda. Il a rejoint le ministère en tant qu'agent du département des politiques fiscales après avoir obtenu une licence en droit de l'université de Makerere. Il a également obtenu une maîtrise en droit, avec une spécialisation en fiscalité, à l'université de Floride. Il a accédé au poste de commissaire chargé des politiques fiscales et a joué un rôle déterminant dans la réforme de l'impôt sur le revenu, des droits d'accises, de la TVA et des droits de douane. Il a contribué à l'élaboration de la stratégie de mobilisation des recettes intérieures de l'Ouganda. Il travaille également dans le domaine de l'analyse des politiques.

**M. Moses Misach Kajubi**, Spécialiste principal du Secteur public, FPSGU, MTI GP, Groupe de la Banque mondiale



**M. Moses Misach Kajubi** est Spécialiste principal du Secteur Public à l'Unité de la Politique fiscale et de la Croissance durable ; auparavant, il a occupé le poste de Spécialiste principal du Secteur Public au Département de la Gouvernance pour la Mobilisation des Ressources Intérieures. Avant de rejoindre la Banque, M. Kajubi était Commissaire des Impôts Intérieurs à l'Administration Fiscale d'Ouganda et Commissaire du Contrôle interne, des Enquêtes Fiscales et de l'Observation Fiscale. M. Kajubi a obtenu son MBA à l'Université Heriot-Watt et sa licence en commerce à l'Université de Makerere.

**M. Navid Hanif**, Directeur, Bureau du Financement du Développement durable, Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)



**M. Navid Hanif**, Directeur, Bureau du Financement du Développement durable, Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES). Il a rejoint le DAES en 2001 ; jusqu'en 2003, il était Conseiller principal en matière de Politiques à la Division du Développement Durable et membre de l'équipe du Sommet mondial pour le Développement Durable tenu à Johannesburg en 2002. Il a ensuite rejoint le bureau du Secrétaire général adjoint du DAES, avec un accent sur des initiatives départementales dans divers domaines politiques. De 2004 à 2009 Il a servi en tant que Chef du Service de Coordination des Politiques à la Division de l'Appui au Conseil économique et social et de la coordination au Conseil économique et social (ECOSOC). En 2005, il a été envoyé en mission spéciale d'un an pour travailler en tant qu'administrateur principal au Bureau du Secrétaire général des Nations Unies. Il y a travaillé en tant que membre de l'équipe du Sommet mondial de 2005. En 2010, il a été nommé Chef de la nouvelle Unité de Planification Stratégique du DAES. Il a servi en tant que Directeur du Bureau de l'Appui au Conseil économique et social et de la coordination (juin 2012 – février 2018).

**M. Oliver Schwank**, cadre supérieur chargé des affaires économiques au Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)



**M. Oliver Schwank** est cadre supérieur, chargé des affaires économiques au Bureau du financement du développement du Département des affaires économiques et sociales des Nations unies. Il fait partie de l'équipe d'analyse des politiques qui dirige le suivi de fond du Programme d'Action d'Addis-Abeba sur le Financement du Développement et se concentre sur la coopération au développement et les finances publiques internationales, la viabilité de la dette et les questions de science, de technologie et d'innovation en particulier. Avant d'occuper ses fonctions actuelles, il a occupé divers postes au Secrétariat des Nations Unies, notamment au sein de l'équipe de rédaction de l'Étude sur la situation économique et sociale dans le monde, une publication phare des Nations Unies, et au Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique. Il a également été consultant auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et chargé de cours en économie du développement à l'Université d'économie et de commerce de Vienne et à l'Université de Vienne. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'économie et de commerce de Vienne et a publié de nombreux articles.

**Prof. Riël Franzsen**, Directeur de l'Institut Africain des Impôts et Président de la Recherche sud-africaine en politique et gouvernance fiscales, à l'Université de Pretoria, en Afrique du Sud



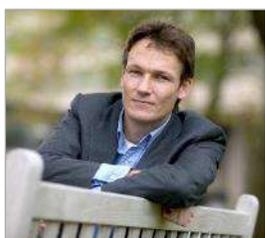
**Prof. Riël Franzsen** est professeur et directeur de l'Institut Africain des Impôts à l'Université de Pretoria, en Afrique du Sud, où il occupe également le poste de Président de la Recherche sud-africaine en politique et gouvernance fiscales. Il se spécialise dans la fiscalité foncière et immobilière et plus particulièrement dans la politique fiscale foncière. À cet égard, il a servi en tant que conseiller politique du Fonds monétaire international, la FAO-Nations Unies, la Banque mondiale et diverses autres entités dans des pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et d'Europe. Il a été co-chargé de cours sur la fiscalité foncière et la décentralisation pour le compte du FMI et du Lincoln Institute of Land Policy et a dispensé un cours d'été sur la fiscalité foncière pour le Réseau des associations de collectivités locales en Europe du Sud-Est. Il est co-rédacteur et co-auteur de *Property Tax in Africa - Status, Challenges and Prospects*, publié par le Lincoln Institute. Ce livre fournit la première vue d'ensemble complète des systèmes d'impôt foncier dans les pays africains, en se concentrant sur les questions de politique d'impôt foncier et les défis administratifs.

**Dr. Rose Ngugi**, Directrice exécutive de l'Institut kényan de recherche et d'Analyse des Politiques Publiques (KIPPRA)



**Dr. Rose Ngugi** est Directrice exécutive de l'Institut kényan de Recherche et d'Analyse des Politiques Publiques (KIPPRA). Elle est chargée de fournir des conseils techniques et de renforcer les capacités en matière de formulation de politiques et de stratégies au gouvernement du Kenya et à d'autres parties prenantes, dans le but général de contribuer à la réalisation des objectifs de développement nationaux. Avant cela, elle était conseillère principale au Bureau du directeur exécutif, Groupe Afrique 1, Fonds monétaire international, Washington DC. Dr Ngugi a été membre du Comité de politique monétaire de la Banque centrale du Kenya et possède une vaste expérience en enseignement à l'École d'Économie de l'Université de Nairobi.

**M. Ruud De Mooij**, Conseiller, Département des affaires fiscales (FAD), Fonds monétaire international



**M. Ruud De Mooij** est conseiller au Département des affaires fiscales du Fonds monétaire international, où il a auparavant dirigé la Division de la Politique fiscale. Il possède une vaste expérience en matière de renforcement des capacités sur les questions de politique fiscale dans plus de 25 pays, notamment sur les stratégies de revenus à moyen terme. Avant de rejoindre le Fonds monétaire international, De Mooij était professeur d'économie publique à l'Université Erasmus de

Rotterdam. Il a publié de nombreux articles sur les questions fiscales, notamment dans l'*American Economic Review* et le *Journal of Public Economics*. De Mooij est également chercheur à l'Université d'Oxford, à l'Université de Bergen, ZEW à Mannheim, et membre du réseau CESifo à Munich.

### **M. Sanjeev Gupta**, Chercheur principal en politique, Centre pour le Développement mondial (CDM)



**M. Sanjeev Gupta** est chercheur principal en politique et s'intéresse à la politique fiscale dans les économies en développement et celles qui sont riches en ressources, ainsi que dans les États fragiles ; il s'intéresse également à l'aide, à la corruption, aux subventions à l'énergie, à la numérisation et aux finances publiques, aux dépenses liées à l'âge, à la santé mondiale et aux inégalités. Auparavant, il était directeur adjoint du Département des affaires fiscales du Fonds monétaire international (FMI) et a travaillé dans ses départements en Afrique et en Europe. Avant de rejoindre le FMI, Gupta était membre du Kiel Institute of World Economics, en Allemagne ; professeur au Collège du personnel administratif de l'Inde, à Hyderabad ; et secrétaire de la Fédération des chambres indiennes de commerce et d'industrie.

### **Dr Sebastian James**, Économiste principal, FPSGU, MTI GP, Groupe de la Banque mondiale



**Dr. Sebastian James** est Économiste principal à l'Unité de la Politique fiscale et de la Croissance durable. Outre la fiscalité, il a travaillé dans des domaines transversaux tels que la politique d'investissement et les Zones économiques spéciales. Il a conseillé plus de 25 pays sur la conception de leur politique fiscale et de leur administration fiscale en mettant l'accent sur l'amélioration de leur climat d'investissement. Ancien agent du service indien des recettes, il a occupé des postes de direction au sein de l'administration fiscale et la politique fiscale de l'Inde entre 1996 et 2002. En 2003, il a achevé le Programme de fiscalité internationale de la Faculté de droit de Harvard et a par la suite obtenu sa maîtrise en administration publique en 2004 et son doctorat de l'Université Harvard en 2007 avec ses recherches axées sur la politique fiscale et l'administration fiscale dans les pays en développement.

## M. Thomas Doe Nah, Commissaire général/PDG, Administration fiscale, Libéria



**M. Thomas Doe Nah** est le Commissaire général de l'Administration fiscale du Libéria. Acteur expérimenté de la société civile et professionnel du secteur financier, il a travaillé et plaidé pour l'amélioration des systèmes de gouvernance au Libéria post-conflit. Il a plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le secteur bancaire, la gestion du secteur non gouvernemental et est un fervent promoteur de la technologie comme moyen de faire avancer les choses.

M. Nah a été un promoteur de la bonne gouvernance et de l'accès à l'information à la fonction publique à travers ses fonctions en tant que Responsable de programme au Centre Carter, et Directeur exécutif du Centre pour la Transparence et la Reddition de comptes au Liberia (CENTAL), qu'il a cofondé et qui est maintenant la division nationale de Transparency International (TI). Il a travaillé à la section économique et commerciale de l'ambassade des États-Unis à Monrovia et a contribué à la renaissance des structures et des institutions de gouvernance économique au Libéria post-guerre. Il a activement pris part aux travaux d'impact de l'initiative de gouvernance multipartenaire - Programme d'assistance à la gestion économique de la gouvernance (GEMAP) et la création de l'Initiative pour la transparence des industries extractives du Libéria (LEITI), qui a souligné la nécessité d'un régime transparent et responsable en matière d'exploitation des ressources naturelles. Il a été un leader dans le secteur de banques commerciales, occupant diverses fonctions à l'International Bank Liberia Limited (IBLL) et à la Liberia Bank for Development and Investment (LBDI). En qualité de Commissaire général de la LRA, il poursuit des initiatives qui permettraient à la LRA d'être axée sur les personnes, avec une transparence, une intégrité et un professionnalisme accrus dans la collecte des recettes légales. M. Nah est diplômé de l'Université du Libéria, où il a obtenu une licence en administration des affaires en comptabilité et en économie et est titulaire d'un master en administration publique de la Kennedy School of Government de l'Université Harvard. Il est marié et père de trois enfants.

## Mme Victoria J. Perry, Directrice adjointe, Département des affaires fiscales (FAD), Fonds monétaire international



Mme Victoria Perry est Directrice adjointe du Département des affaires fiscales du Fonds monétaire international. Depuis son arrivée au FMI en 1993, elle a fourni des conseils techniques en politique fiscale et en administration des recettes à de nombreux pays dans toutes les régions. De 2002 à 2008, elle a occupé le poste de Chef de Division de l'Administration des Recettes du FAD et de 2008 à juin 2016, elle a été Chef de Division de la Politique fiscale. Elle est co-auteure du livre «The Modern VAT [la TVA moderne] », publié par le FMI en 2001. Avant de rejoindre le FMI, Mme Perry a pratiqué le droit fiscal au sein du cabinet d'avocats Wilmer Hale de Boston. Elle a été Présidente de la National Tax

Association, et est également ancienne Présidente de l'American Tax Policy Institute, ancienne Présidente du Comité de la Taxe sur la Valeur ajoutée de la section de la fiscalité de l'American Bar Association, et siège au Conseil d'Administration de l'International Institute of Public Finance. Elle est titulaire d'un doctorat en droit de la Harvard Law School et d'une licence en économie et en philosophie de l'Université de Yale.

**M. Vitor GASPAR, Directeur, département des affaires fiscales (FAD), Fonds monétaire international.**



**M. Vitor Gaspar**, de nationalité portugaise, est directeur du département des affaires fiscales du Fonds monétaire international depuis 2014. Avant de rejoindre le FMI, il était conseiller spécial à la Banco de Portugal. Il a été ministre d'État et des finances du Portugal entre 2011 et 2013. Il a également occupé un certain nombre de postes au sein d'institutions européennes. Notamment, il a été directeur général de la recherche à la Banque centrale européenne de 1998 à 2004.

M. Gaspar est titulaire d'un doctorat et d'un agrégat post-doctoral en économie de l'Universidade Nova de Lisboa ; il est diplômé de l'Universidade Católica Portuguesa.